

De quel régime d'assurance chômage dépendent les journalistes pigistes ?

Les journalistes pigistes, détenteurs de la carte de presse et qui travaillent dans un organisme de presse, dépendent de l'annexe 1. Un régime particulier de l'assurance chômage qui encadre les professions sans horaires de travail.

La presse de collectivité dépend du régime général. Un pigiste dont l'activité dépend majoritairement de la presse de collectivité bénéficiera de ce régime.

Quelles sont les conditions d'ouverture de droits ?

Dans le cadre l'annexe 1, le demandeur doit avoir travaillé 122 jours dans les 28 derniers mois ou dans les 36 derniers mois pour les plus de 50 ans.

La durée d'indemnisation maximale est de 730 jours et 1095 jours pour les plus de 50 ans.

Comment sont calculées les allocations journalières ?

Que ce soit dans le régime général ou l'annexe 1, l'allocation chômage est calculée en fonction des salaires bruts perçus au cours des 12 derniers mois. Cette somme est divisée par le nombre de jours travaillés (durée du contrat ou de la pige), sur la base des informations fournies par l'employeur sur l'attestation destinée à Pôle emploi. Le calcul abouti à un salaire journalier de référence (SJR) à partir duquel est déterminée une allocation (environ 57% du SJR) versée en jours calendaires.

Comment est pris en compte l'abattement de 30 % ?

Si vous avez demandé l'abattement de 30 % sur les cotisations sociales, l'allocation sera calculée sur la somme des salaires, après abattement.

Comment cumuler activité réduite et allocations ?

L'allocation en complément d'une activité reprise est calculée, dans un 1^{er} temps, sur la base de votre déclaration mensuelle lors de l'actualisation en ligne. On parle alors de paiement provisoire.

Le paiement définitif intervient à la réception du justificatif (bulletin de salaire ou attestation employeur).

La formule de calcul pour connaître le montant des allocations versées en plus du salaire mensuel est la suivante: **Allocations versées au cours du mois = Allocations mensuelles qui seraient dues sans activité – 70% du salaire mensuel brut issu de la nouvelle activité**

Comment déclarer les heures travaillées ?

Dépendants de l'annexe 1, vous devez déclarer une heure travaillée. Votre bulletin de salaire ou l'attestation employeur justifiera votre activité par la suite.

Comment estimer mon revenu brut lors de mon actualisation mensuelle ?

Dans le cas où vous déclarez votre activité avant de recevoir votre bulletin de paie, il faut essayer d'estimer le revenu brut avec une marge d'erreur maximale de 20 %. Mieux vaut faire une estimation haute pour éviter le déclenchement d'un trop perçu, ou, ne rien indiquer du tout si vous ne pouvez pas faire d'estimation. Dans cette dernière situation, il n'y aura pas de paiement provisoire, votre indemnisation interviendra à l'enregistrement des justificatifs (bulletins de salaire ou attestations employeur).

Attention : si l'employeur indique une période travaillée en janvier 2017 sur un bulletin de paie de mars 2017, il faut déclarer le montant de la pige lors de l'actualisation de janvier. Et fournir un document de l'employeur indiquant le mois travaillé et l'estimation de la pige brut.

Désormais, un bulletin de salaire mal déclaré ne sera plus pris en compte dans le calcul des droits futurs

Pourquoi puis-je recevoir une notification de trop-perçu ?

Lorsque le décalage est trop important entre votre estimation et votre revenu réel. Sur la base de votre déclaration, Pôle emploi va vous verser une allocation provisoire qui sera réajustée à réception de vos bulletins de salaires. Lorsqu'il y a un trop perçu, Pôle emploi va d'abord retenir cette somme sur les allocations suivantes. Si dans les six mois cela n'a pas été possible, parce que vous n'avez pas bénéficié d'allocations, Pôle emploi déclenchera une procédure de trop perçu pour vous demander de rembourser.

Un trop perçu peut, également, être déclenché, lorsque vous transmettez vos attestations employeur et que les jours travaillés ne correspondent pas aux périodes que vous aviez déclarées.

Comment vérifier les informations inscrites par l'employeur sur l'attestation ?

Dans l'idéal, il faudrait réclamer les attestations employeur régulièrement pour les vérifier et les transmettre à Pôle emploi afin de tenir son dossier à jour. Il faut vérifier que les jours de travail indiqués correspondent à vos déclarations. Il est possible de contester une attestation auprès de l'employeur.

Certains enregistrent leur déclaration directement par internet mais ils sont tenus de vous transmettre un exemplaire pour que vous puissiez vérifier les informations déclarées. C'est sur la base de ces attestations que seront calculés vos droits.

Comment transmettre mes bulletins de salaire ?

Il faut envoyer les bulletins de salaires, une fois par mois, dans un envoi unique. N'oubliez pas d'indiquer votre identifiant. Les bulletins de salaire sont envoyés à Arras : Pôle emploi – TSA 17598 – 62072 ARRAS Cedex 02

En cas de litige ou de difficultés, les bulletins de salaire peuvent-être envoyés à l'agence dont vous dépendez.

A partir de 2020 toute transmission de pièces à Pôle emploi sera dématérialisée. Il faudra scanner et charger ses bulletins de salaires sur son espace personnel.

Dois-je fournir l'attestation employeur avec chaque bulletin de salaire ?

Dans l'idéal oui, pour mettre à jour votre dossier. Dans la pratique si votre employeur ne vous les fournit pas, essayez de les demander une à deux fois par an pour faciliter la mise à jour.

Comment s'appliquent les droits rechargeables mis en place depuis le 1er octobre 2014 ?

Ils s'appliquent à tous les demandeurs d'emploi inscrit à Pôle emploi. Un droit ouvert est versé jusqu'à épuisement, dans la limite du délai de déchéance (3 ans augmentés de la durée des droits initiaux).

Si vous ouvrez des droits au 1er septembre 2014, pour 730 jours, ces droits vous seront appliqués même lors de vos inscriptions ultérieures tant qu'ils ne sont pas épuisés avec comme date de déchéance le 01/09/19. Au terme des droits ou à l'arrivée du délai de déchéance, vos droits seront rechargés en fonction des activités exercées postérieurement à l'ouverture du droit initial. Cela se fera de manière automatique mais on peut également vous demander les attestations employeurs pour les emplois exercés depuis le 1er septembre 2014.

Il faut avoir travaillé au minimum 30 jours sur 28 mois pour recharger les droits. Il convient d'être vigilant sur le nombre de jours de travail indiqués par l'employeur sur l'attestation Pôle emploi.

Puis-je recharger mes droits avant d'avoir épuisé mes droits précédents ?

Oui, à condition d'avoir travaillé 122 jours depuis la première ouverture de droits et d'avoir une allocation de retour à l'emploi inférieure à 20 € par jour ou des nouveaux droits supérieurs de 30 % aux précédents.

Après un congé maternité ou une formation, dois-je transmettre les attestations employeurs pour me réinscrire ?

Non, il suffit de se réinscrire par internet. La reprise du versement des droits doit se faire de façon automatique sur la base des droits antérieurs à l'arrêt maladie / congé maternité ou à la formation.

Comment faire valoir des droits en cas de baisse de pignage avec une ou plusieurs publications ?

Pour vous inscrire comme demandeur d'emploi et faire une demande d'indemnité, il faut que vous présentiez une attestation employeur justifiant d'une activité sur une durée déterminée qui a pris fin.

Dans le cadre d'une fin de collaboration, l'employeur est tenu de vous remettre les attestations pour les différentes périodes travaillées. Ces attestations vous permettront de lancer la procédure et Pôle emploi calculera ensuite vos indemnités sur la base de vos salaires depuis 12 mois. Il vous faudra alors les attestations de tous vos employeurs depuis 28 ou 36 mois pour calculer vos droits.

La procédure est la même pour une baisse de pignage. Le tout étant de faire comprendre à vos employeurs que vous avez besoin des attestations des 28 ou 36 derniers mois mais que cela ne signifie pas que vous souhaitez mettre un terme à la collaboration. C'est un échange à avoir en direct avec l'employeur et/ou le service RH du groupe de presse.

Du fait des droits rechargeables, si vous touchez déjà une allocation, vous devrez attendre l'épuisement de vos droits antérieurs avant de faire un nouveau calcul.

Comment contacter Pôle emploi ?

Vous pouvez contacter Pôle emploi par mail, via la foire aux questions du site internet, par téléphone au 39 49, ou en vous présentant auprès de votre agence. L'accueil sans rendez-vous se fait uniquement le matin ;

Lorsque vous êtes inscrit, par mail, via l'adresse de votre conseiller, qui apparaît sur votre espace personnel en ligne.

Puis-je avoir des droits à la formation par Pôle emploi ?

Comme tout demandeur d'emploi vous pouvez faire une demande de formation. Les dossiers sont complexes. Il faut les monter très en amont. Vous devez prendre contact avec votre conseiller qui suivra votre dossier et répondra à vos questions.

En cas de formation financée par Pôle emploi, il y a un maintien des allocations pendant la durée de la formation, qui sont déduits des droits rechargeables. Une formation de 21 jours correspondra à 21 jours d'ARE versée.

Puis-je cumuler des indemnités et un statut d'auto-entrepreneur ?

Si vous vous installez en tant qu'auto-entrepreneur, vous devez avertir votre agence Pôle emploi. Un document spécifique à l'auto-entrepreneuriat pour déclarer votre activité chaque mois vous sera alors remis. Le chiffre d'affaire (moins un abattement de 34% pour les bénéfices non commerciaux) que vous déclarerez chaque mois sera déduit de vos allocations.

Comme toute activité non salariée, les revenus issus de votre activité en auto-entrepreneur ne permettent pas l'ouverture de nouveaux droits aux allocations chômage.

Puis-je cumuler des indemnités et des droits d'auteur ?

Les droits d'auteur sont cumulables intégralement avec les allocations chômage.

Mes activités en portage salarial comptent-elles pour le calcul de mes droits ?

Oui au même titre qu'une activité salariée.